

C'est un fait : la jeunesse emmerde la Macronie !

Gazer, matraquer, déferer : la méthode Macron s'exerce ces derniers jours contre les lycéennes et lycéens qui font simplement valoir leur droit à étudier dans des conditions dignes !

Ces élèves, lycéennes et lycéens, ne demandent pas la lune, ils revendiquent des profs devant chaque classe, des locaux décents, des effectifs adaptés, des emplois du temps tenables, la fin de l'angoisse Parcoursup, une cantine à prix juste. Des conditions d'étude, tout simplement.

- **416 établissements perturbés**, 45 bloqués au seul bilan du 29 septembre, jour de généralisation des blocus avec la mobilisation de la fonction publique : **plus de 170 manifestations recensées dans le pays.**
- **625 jeunes interpellés** en quelques jours, selon les chiffres donnés place Beauvau : c'est l'Intérieur qui communique sur l'Éducation !
- **Des arrêtés préfectoraux** interdisant de manifester aux abords des lycées, pris dans les départements.
- **Une circulaire inédite** du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Éducation autorisant les forces de l'ordre à intervenir aux abords des établissements scolaires.
- Le mot d'ordre du gouvernement : « violences urbaines » et matraque. Pourtant, **62 % des Français jugent la mobilisation des lycéen·nes justifiée.**

La violence, la vraie, c'est des classes à 35 sans professeur titulaire. C'est apprendre dans des bâtiments dégradés. C'est le stress de Parcoursup dès la seconde.

La violence, c'est choisir la guerre contre l'éducation : le budget 2026 marque une bascule historique. Pour la première fois, la mission Défense dépasse l'Éducation nationale, qui n'est plus le premier poste de dépense de l'État !

Le président a annoncé 3,5 milliards d'euros supplémentaires pour la défense, pendant que l'école est sommée de « faire des économies ». Résultat : postes d'enseignant·es non pourvus, surcharge des classes, locaux non entretenus... Exactement ce contre quoi les lycéen·nes se dressent !

Un État qui envoie la police contre ses lycéen·nes tout en gonflant le budget de la guerre fait un choix politique : le sécuritaire avant le savoir, la répression avant la formation.

La réponse du gouvernement n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dans la droite ligne de ces 10 dernières années de répression contre le droit de manifester et de contester.

- **2018-2019, les Gilets jaunes** : des milliers de blessés, des manifestants mutilés, éborgnés, mains arrachées, par des armes prosrites ailleurs en Europe (LBD, grenades GLI-F4). Le Défenseur des droits recensait 290 plaintes contre les forces de l'ordre en quelques mois, et RSF 54 journalistes blessés.
- **Human Rights Watch dénonçait déjà, en décembre 2018, l'usage disproportionné de la force contre des lycéen·nes parisiens qui bloquaient leur lycée en marge des manifestations contre Parcoursup.** Une vidéo dévoilait environ 150 jeunes alignés, agenouillés ou accroupis, les mains sur la

tête ou dans le dos. Humiliation et violence disproportionnée, sur fond de discours : « Une classe qui se tient sage ». (cf Les mères avec les lycéens réprimés par la police: ne touchez pas à nos enfants! | Le Club de Mediapart. Front de Mères France (@front2meresfrance) • Photos et vidéos Instagram)

- **Avril 2019, la loi « anticasseurs »** : interdiction administrative individuelle de manifester, fouilles de bagages sans juge, fichier des personnes interdites de manifestation. Un arsenal sans précédent depuis la guerre d'Algérie.
- **2020-2021** : interdiction générale de manifester pendant la crise sanitaire, dont le Conseil d'État a dû suspendre les excès en référé.
- **Et toujours** : le décret «anti-cagoules», la multiplication des gardes à vue préventives, des perquisitions à l'aube chez des syndicalistes, des assignations en justice et des procès contre militant·es et grévistes.
- **2026 : la doctrine aboutit.** Arrêtés préfectoraux interdisant de manifester aux abords des lycées, 625 interpellations, **police envoyée aux portes des écoles**, et un ministre de l'Intérieur qui parle plus de l'Éducation que le ministre de l'Éducation lui-même.

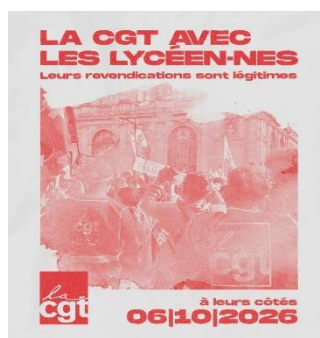
Dans la lignée de la désormais trop célèbre et médiocre rhétorique du « tu casses, tu payes », c'est aujourd'hui au gouvernement de payer la casse du service public de l'Éducation. Et à personne d'autre.

La doctrine du maintien de l'ordre a été rendue plus offensive lors des Gilets jaunes, et chaque mouvement social depuis encaisse cette offensive. Ce gouvernement ne répond à aucune revendication sociale sans matraque : il criminalise la protestation, divise les manifestants entre « bons » et « casseurs », et détourne le débat vers la sécurité.

Qu'on ne se méprenne pas : celles et ceux que l'on désigne comme des « casseurs » sont aussi des jeunes. Une jeunesse dont nous sommes responsables, mais que l'on préfère enfermer dans la case « délinquant » dès qu'elle ne rentre plus dans les cases qu'on lui impose.

Les gouvernements successifs fabriquent de la colère, puis répriment celles et ceux qui l'expriment. Cette jeunesse, ils la sacrifient sur l'autel de l'austérité et de l'autorité.

***Aujourd'hui, ce sont des lycéennes et lycéens de 15 ans
qui font les frais de leurs politiques !***



Militant·es, citoyen·es, parent·es , étudiant·es restons solidaires des lycéennes et lycéens !

Organisons des cordons sanitaires autour des lycéen·nes tout en leur laissant la parole et leur autonomie d'action.

**REJOIGNONS LES RASSEMBLEMENT ET LES BLOCUS
TOUT.ES PRESENT.ES LORS DE LA JOURNEE DU 6 OCTOBRE**